



Bourse Uemoa

UEMOA / Opérations de titrisation

• (Page 03)

Alimentation

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

1.065,8 milliards FCFA mobilisés en 8 ans

Première cargaison d'engrais russes pour les pays africains

Une première cargaison d'engrais donnés par des producteurs russes à des pays ... • (Page 02)

Zone euro

Le taux d'inflation en recul de 10%

Le taux d'inflation annuel de la zone euro a reculé à 10% en novembre, contre 10,6% en octobre, soit la première baisse depuis juin 2021, a annoncé mercredi, Eurostat. Tirée par... • (Page 08)

Grève à Togocom

Le gouvernement réquisitionne une partie du personnel

Au Togo, des agents du Groupe Togocom observent une cessation de travail de 48 heures à partir du mercredi... • (Page 04)

Allemagne

Le taux de chômage en légère hausse

Le taux de chômage en Allemagne a légèrement augmenté en ... • (Page 08)

UEMOA

Les acteurs de la pêche artisanale en concertation virtuelle

L'ouverture de la rencontre a été présidée ce mardi 29 novembre 2022 par Moussa DOUMBIA, Directeur des Ressources ... • (Page 06)



Africa Financial Industry Summit

• (Page 04)

AFIS 2022 s'engage pour la souveraineté financière africaine

Irrigation à l'énergie solaire

Bboxx EDF et OGEF vont électrifier 1,5 millions de personnes au Togo

Le 30 novembre 2022, Bboxx, super plateforme d'accès aux produits et services ... • (Page 11)



Image de l'Expertise

www.career-academyinstitute.com

+228 93277876 / 92123162 / 99265828

CHRA® CHARTERED HUMAN RESOURCE ANALYST

(EXPERT EN RESSOURCES HUMAINES)

Faites Partie de la Prochaine génération de Leader en Ressources Humaines avec une Certification Reconnue Mondialement.

Alimentation

Première cargaison d'engrais russes pour les pays africains

Une première cargaison d'engrais donnés par des producteurs russes à des pays durement touchés par la montée de l'insécurité alimentaire, a quitté mardi les Pays-Bas à destination du Malawi, s'est félicité le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU dans une déclaration à la presse.

● Wilson LAWSON

Le navire affrété par le Programme alimentaire mondial (PAM) avec une cargaison de 20.000 tonnes à bord doit accoster au Mozambique, avant que les engrais soient acheminés vers le Malawi, un pays enclavé. L'ONU a salué le don de 260.000 tonnes d'engrais russes qui sont stockés dans des ports et entrepôts européens. « Cela servira à atténuer les besoins humanitaires et à prévenir des pertes de récoltes catastrophiques en Afrique, où c'est actuellement la saison des semis ». « Ce sera le premier d'une série d'envois d'engrais destinés à un certain nombre d'autres pays du continent africain dans les mois à venir », a ajouté le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric. Une famille mange son repas quotidien de pois séchés dans le district de Balaka, au Malawi (photo d'archives).



« Nous ne pouvons pas permettre que les problèmes d'accessibilité aux engrais dans le monde se transforment en une pénurie alimentaire mondiale », a déclaré le PAM plus tôt ce mois-ci. « Reconnecter les marchés des engrais est essentiel ». Dans la déclaration de son porte-parole, le chef de l'ONU, António Guterres, a remercié la Russie, le Malawi et les Pays-Bas - en étroite coordination avec l'Union européenne - « pour leur volonté de permettre cette première expédition humanitaire critique d'engrais par le PAM, pour la sécurité alimentaire mondiale ». L'ONU « poursuit d'intenses efforts diplomatiques avec toutes les parties pour garantir les exportations sans entrave de denrées alimentaires et d'engrais essentiels depuis l'Ukraine et la Fédération de Russie, exemptés des régimes de sanctions, vers les marchés mondiaux », a précisé le porte-parole.

Les prix ont grimpé d'environ 250%

Environ 50% de la population mondiale dépend de produits agricoles qui impliquent des engrais. Depuis 2019, les prix ont grimpé d'environ

250%, entraînant l'arrêt de la production de nombreux agriculteurs. M. Dujarric a utilisé l'exemple des engrais à base d'azote. Les pénuries de cette année pourraient entraîner une perte de production l'année prochaine de l'ordre de 66 millions de tonnes de cultures de base, comme le maïs, le riz et le blé. C'est assez pour nourrir 3,6 milliards de personnes, « près de la moitié de l'humanité, pendant un mois », a-t-il déclaré. « La reconnexion des marchés des engrais est une étape cruciale pour assurer la sécurité alimentaire mondiale d'ici à 2023 et les Nations Unies continueront de tout mettre en œuvre, avec toutes les parties, pour atteindre cet objectif ». Par ailleurs, le Secrétaire général de l'ONU a annoncé mardi la nomination de l'Australienne Reena Ghelani au poste de Coordinatrice des Nations Unies pour la prévention et la réponse à la famine. Selon les projections, jusqu'à 222 millions de femmes, d'hommes et d'enfants seront confrontés à une insécurité alimentaire aiguë cette année et de multiples famines se profilent. La situation dans la Corne de l'Afrique est particulièrement préoccupante, avec des millions de vies en danger.

Image du jour



● En sa qualité de Ministre Statutaire de l'UEMOA, Romuald Wadagni, a reçu, le 30 novembre 2022, Abdoulaye Diop, Président de la Commission de l'UEMOA, accompagné d'une délégation. Les échanges ont porté sur des sujets de grand intérêt pour notre union, notamment sur l'économie et l'énergie.

AUX DÉCIDEURS...

Quand le dollar amplifie l'inflation...

Le dollar américain a progressé rapidement en réponse à la résolution de la Réserve fédérale de continuer à augmenter les taux directeurs plus longtemps pour reprendre le contrôle d'une inflation obstinément élevée.

Cela a des conséquences considérables. Le dollar américain est largement utilisé dans le monde comme moyen d'échange international et comme monnaie de réserve mondiale.

Le dollar se renforce alors que l'Afrique est déjà durement touchée par la hausse de l'inflation déclenchée par la guerre en Ukraine. À mesure que le pouvoir du dollar augmente, il amplifie les pressions inflationnistes à travers le continent. Cela rend encore plus difficile pour les banques centrales de maîtriser une inflation élevée.

Malheureusement, les pays africains ont peu d'options pour réagir à la force du dollar. Et la plupart sont difficiles.

Ils pourraient continuer à augmenter les taux d'intérêt pour contrer les pressions à la dépréciation de la devise du dollar fort. Mais, ce faisant, les décideurs politiques sont confrontés à un exercice d'équilibre difficile, car la hausse des taux doit être soigneusement calibrée pour éviter de provoquer un ralentissement économique.

Une autre option consiste à essayer de contenir les pressions à la dépréciation de la monnaie en intervenant sur le marché des changes en utilisant les réserves de change. C'est aussi difficile. De nombreux pays africains ont vu leurs réserves excédentaires s'épuiser après d'importants programmes de soutien aux dépenses publiques stimulés par la pandémie et des paiements plus coûteux sur leurs importations de produits de base.

La valeur du dollar américain a considérablement augmenté depuis mars 2022, lorsque la Fed a lancé sa campagne agressive de hausse des taux dans le but de lutter contre une inflation obstinément élevée. L'indice du dollar de la Réserve fédérale, qui mesure la force du billet vert par rapport aux devises d'un large groupe d'autres grandes devises, a fortement augmenté.

L'indice s'est apprécié d'environ 10 % depuis mars, les responsables de la Fed se concentrant au laser sur la lutte contre l'inflation.

La force du dollar survient alors que l'Afrique est durement touchée par la flambée des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie provoquée par la guerre de la Russie en Ukraine. Les banques centrales de la région ont resserré les taux d'intérêt pour lutter contre la hausse de l'inflation provoquée par la guerre.

L'avancée du dollar intensifie les problèmes d'inflation en affaiblissant les devises des pays africains et en faisant monter les prix des importations libellés en dollars. À mesure que le dollar monte en valeur, il amplifie les pressions inflationnistes. À son tour, cela rend encore plus difficile pour les banques centrales de freiner une inflation élevée.

Bien qu'un dollar fort améliore la compétitivité des exportations africaines, les gains provenant de devises plus faibles peuvent finir par ne pas être substantiels. En effet, les exportations sont souvent facturées en dollars américains. Ainsi, alors que l'affaiblissement de la monnaie rend les biens moins chers en termes de monnaie nationale, cela ne se traduit pas toujours par des biens moins chers pour les acheteurs étrangers qui paient en dollars américains.

La facturation en dollars des États-Unis est également une caractéristique importante du financement du commerce dans les pays en développement. Les entreprises engagées dans le commerce de marchandises dépendent fortement du financement bancaire pour leur fonds de roulement, en raison de la différence de temps entre l'engagement des coûts et la réception des paiements.

Un dollar plus fort resserre les conditions de financement du commerce, limitant l'accès au financement pour les entreprises. Cela compense toute amélioration de la compétitivité des exportations, freinant davantage le commerce extérieur.

Des études approfondies sur le financement du commerce en Afrique ont été menées par la Banque africaine de développement. La Société financière internationale et l'Organisation mondiale du commerce ont également mené une étude conjointe portant sur la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal.

Les taux de levage doivent être effectués avec soin pour éviter un ralentissement économique. La deuxième option consiste à endiguer les pressions à la dépréciation de la monnaie en intervenant sur le marché des changes.

Cela nécessite d'utiliser les réserves de change pour soutenir la monnaie. Cette option n'est pas largement disponible. De nombreux pays africains ont épuisé leurs réserves excédentaires après d'importants programmes de dépenses publiques pendant la pandémie de COVID et des paiements plus coûteux sur leurs importations de matières premières. En conséquence, les réserves en devises étrangères sont déjà dangereusement basses dans un certain nombre de pays.

Selon le Fonds monétaire international, un quart des pays d'Afrique subsaharienne ont des réserves inférieures à trois mois d'importations et plus des trois quarts ont des réserves inférieures à cinq mois.

Étant donné que des devises plus faibles augmentent le pouvoir d'achat des voyageurs étrangers, une option serait de stimuler le tourisme pour aider à soutenir les devises locales à moyen terme.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

UEMOA / Opérations de titrisation

1.065,8 milliards FCFA mobilisés en 8 ans

« Selon les informations fournies par l'Autorité des marchés financiers de l'Union monétaire ouest-africaine (AMF-UMOA), à ce jour 12 opérations de titrisation ont été réalisées depuis 2014, pour un montant de 1.065,8 milliards de francs CFA, dont six opérations, au cours des deux dernières années », a révélé Sani YAYA, ministre de l'Economie et des Finances et Togo, à l'ouverture de la première édition du forum annuel sur la titrisation en Afrique, le 30 novembre 2022 à Lomé.

• Joël YANCLO

Plateforme unique d'échanges, le forum sur la titrisation en Afrique a vocation à réunir chaque année et de manière permanente les différentes parties prenantes afin de promouvoir la titrisation comme instrument de financement alternatif et complémentaire de l'économie, tout en saisissant les innovations techniques et financières. La première édition s'est tenue le 30 novembre 2022 à Lomé, au lendemain de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS). Sponsorisée notamment par le Groupe de la Banque mondiale, la BOAD et la BRVM, elle a été principalement consacrée au marché spécifique de la titrisation des pays de la zone UEMOA. Ce rendez-vous annuel s'adresse à tous les acteurs du segment de la titrisation, à savoir les sociétés de gestion de fonds communs de titrisation de créances (FCTC), les régulateurs, les sociétés de bourse,

et les institutions de financement du développement (DFIs), ainsi que l'ensemble des initiateurs, bénéficiaires et intermédiaires opérationnels, banques, entreprises et compagnies d'assurance. L'ambition du gouvernement togolais est d'assurer le financement des entreprises notamment les petites et moyennes entreprises. « Ceci se traduit dans ses actions et les réformes courageuses que le Gouvernement togolais engage depuis quelques années pour soutenir les entreprises notamment les petites et moyennes entreprises. A ce titre, la titrisation, instrument de financement et source de liquidité est une solution alternative et complémentaire pour nos économies en croissance », a déclaré le ministre Sani YAYA. Apparue il y a environ 60 ans aux Etats-Unis, la titrisation s'est progressivement répandue dans le monde, avant de connaître un ralentissement pendant la crise financière de



2008, crise durant laquelle des dérives ont été observées dans l'utilisation de cet instrument. Aujourd'hui, le marché de la titrisation a retrouvé son dynamisme mondial grâce à un meilleur encadrement, une meilleure transparence, la simplification et une standardisation des opérations. « Cependant, il me semble que le potentiel de cette technique financière est loin d'être pleinement exploité dans notre zone. Je

ne peux donc qu'accueillir avec enthousiasme la tenue d'un tel forum qui permettra d'effectuer le bilan des 12 dernières années de la titrisation et d'identifier les actions concrètes à mener afin d'accélérer son développement » a noté Sani YAYA en proposant des actions concrètes à conduire pour accélérer son développement, « je voulais me permettre d'oser devant vous les experts qui connaissez bien la matière quelques

pistes de réflexion. Je pense qu'un cadre juridique et réglementaire précis est important pour assurer la crédibilité de cet instrument et la confiance de tous les acteurs du marché. Je pense également que la qualité des créances qui sont titrisées est un élément très important pour assurer la confiance à cet instrument et assurer justement la liquidité des partenaires, des opérateurs économiques, des investisseurs qui ont de la liquidité

et qui voudront investir dans cet instrument. »

La titrisation en bref

Selon les experts, la titrisation est une pratique financière qui permet de transformer des créances ou des prêts en cours détenus par une entreprise ou une banque en titres financiers négociables par le biais d'une société financière spécialisée. Ces titres financiers négociables sont proposés à des investisseurs. Ils correspondent au montant des factures visées. La structure cède ses créances commerciales à un fonds spécialisé contre le financement de ces dernières. Ce fonds de facturation se refinance en émettant des actions sur les marchés financiers auprès d'organismes qui souhaitent investir. Par cette manœuvre, l'activité va accroître ses lignes de financement, notamment sur le court terme, sans changer sa relation vis-à-vis de sa banque.



Africa Financial Industry Summit

AFIS 2022 s'engage pour la souveraineté financière africaine

L'édition 2022 de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) s'est conclue, 29 novembre 2022 à Lomé, sur un engagement en faveur de l'impact et de l'implémentation d'un agenda ambitieux pour la souveraineté financière africaine.

● Joël YANCLO

En présence de nombreuses personnalités de premier plan de la communauté financière africaine, la cérémonie de clôture a sonné la fin de l'édition 2022 de l'Africa Financial Industry Summit-AFIS. Rassemblant à Lomé plus de 800 décideurs du secteur financier venus de toute l'Afrique et de l'international, AFIS 2022 a permis de jeter les bases d'une organisation concrète qui contribue à la relance économique du continent et au développement d'une industrie financière compétitive, innovante, inclusive et durable. « Pendant ces deux jours d'échanges et de débats, banquiers, assureurs, fintech, Ministres, Gouverneurs de Banque centrale et dirigeants d'autorité de régulation sont intervenus au cours de plus d'une trentaine de panels mais aussi de nombreuses tables rondes en comité restreint. Ces rencontres ont été l'occasion d'échanger constats et propositions sur les grands enjeux auxquels fait face l'industrie financière africaine. Les recommandations issues de ces sessions seront publiées afin de donner une voix à l'industrie financière africaine dans les débats continentaux et internationaux » peut-on lire dans un communiqué de presse en date du 30 novembre 2022. Plateforme de dialogue public-privé au service du développement d'une industrie financière africaine souveraine, inclusive et innovante, AFIS s'est fixé l'objectif de construire un dialogue permanent entre les banques commerciales, les fintechs, les institutions financières de développement, les assureurs, les opérateurs de mobile money et les régulateurs pour l'ensemble du continent. Les participants ont pu échanger en direct



afin de s'entendre sur la réglementation des fintechs et des crypto-monnaies, de promouvoir l'intégration régionale à travers la ZLECAF et les Système de Paiement et de Règlement Panafricain, et pour maximiser les opportunités dans la finance verte, les marchés boursiers et l'innovation, tout en protégeant les données des citoyens et en élargissant l'inclusion financière.

Quelques déclarations

« Il est nécessaire de créer des flux intra africains et de changer d'état d'esprit pour travailler en équipe : banques, intermédiaires, startup, régulateurs... Nous devons nous assoir ensemble et collaborer sur des thématiques et défis communs, unir nos voix pour peser sur les réglementations internationales qui s'imposent à nous sans toujours tenir compte des spécificités africaines. Les échanges auxquels nous avons assisté me confortent dans l'idée qu'AFIS a d'ores et déjà trouvé sa place dans les grands débats africains », a déclaré Amir Ben Yahmed, Directeur général de Jeune Afrique Media Group et Président de l'Africa CEO Forum, co-fondateurs d'AFIS. « Lors de notre prochaine rencontre, j'aimerais constater des progrès sur les marchés financiers - comment nous les utilisons, quel cadre commun nous mettons en place - et sur la question du mobile money, avec

une meilleure clarté sur les réglementations en œuvre », a fait savoir Dr. Denny KALYALYA, Gouverneur et Président du Conseil d'administration, Banque centrale de Zambie. Quant à John RWANGOMBWA, Gouverneur, Banque Nationale du Rwanda, il dira qu'« entre nous autres, régulateurs, et dirigeants du secteur privé, la prochaine fois que nous nous réunirons, nous devons comprendre la nécessité de trouver ensemble des solutions pour établir une industrie financière durable et porteuse d'inclusion ». « L'année prochaine, nous nous retrouverons au-delà des questions conjoncturelles qui nous ont mobilisés cette année et concentrer nos discussions sur le financement de nos économies, l'inclusion et d'autres secteurs comme le micro-crédit et la numérisation », a déclaré Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur, Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Marqué par la présence d'une vingtaine de dirigeants d'autorités de régulation et de Ministres, AFIS 2022 a également accueilli les membres des comités exécutifs des plus grands groupes financiers du continent : IFC, Eco-bank, NSIA, Sunu, Bank of Africa, Attijariwafa Bank, Allianz, BOAD, Equity Bank, First Bank of Nigeria, Wafa Assurance, Sanlam, Coris, Oragroup, Citi, Rawbank, Visa, Africa 50, FMO, BIDC, etc.

Kossi Tsiglo, Directeur Général de l'ANPE

« L'action du Gouvernement : ajuster le dispositif de formation... »

Dites-nous quelques mots sur l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), l'institution dont vous êtes à la tête...

L'Agence Nationale Pour l'Emploi est une institution qui se positionne comme l'intermédiaire entre les employeurs et les demandeurs d'emplois du Togo. A ce titre, elle accompagne l'État dans l'anticipation des besoins en compétences pour la dynamisation de l'économie de notre pays. Ce jour même, nous devons présenter devant l'Assemblée nationale le nouveau plan stratégique de l'ANPE 2023-2027. Au titre de ce plan stratégique, nous ambitionnons d'accompagner la dynamique sectorielle impulsée par le Gouvernement à travers la réalisation d'études sectorielles dans les secteurs porteurs de croissance à l'effet d'avoir un portrait-robot des besoins en formation d'aujourd'hui et de demain. Cela, de sorte à faire un rapprochement entre ces besoins et l'offre de formation. Bien évidemment, après un tel exercice, il se dessine une adéquation ou encore bien sûr un écart. L'action du Gouvernement consistera à ajuster le dispositif de formation de manière à faire en sorte que l'économie nationale puisse disposer, à termes, de compétences dont nous avons besoin.

Quels sont les rapports de l'ANPE avec le secteur privé ?

Sans nul doute, nous entretenons d'excellents rapports avec le secteur privé en ce sens que nous mettons à la



disposition de ce secteur un capital humain adéquat. C'est un travail professionnel qui est fait avec les outils requis au même titre que les cabinets privés de recrutement et de placement. Nous œuvrons actuellement au recrutement de près de 15.000 employés pour la plateforme industrielle d'Adetikopé dans le secteur du textile. Nous recrutons donc des jeunes que nous mettons à la disposition de la plateforme que le ministère chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle forme au métier. Les deux métiers pour lesquels nous recrutons sont les couturiers industriels et des formateurs qui sont à ce jour en cours de formation. Nous avons déjà recruté pour de grandes entreprises dont Lomé Containers Terminal pour qui nous avons constitué tout le personnel ; nous avons également recruté tout le personnel de l'Institut d'Assurance maladie (INAM). Nous avons donc recruté le personnel pour bon nombre de

grandes structures aussi bien du privé que du public...

Existe-t-il une plateforme d'échanges multipartites entre l'ANPE, le secteur privé ainsi que les autres acteurs du domaine de l'emploi en dehors des actions avec certaines entreprises privées et publiques ?

Il y a dans le cadre du Conseil national du dialogue social, les acteurs tripartites dont le Gouvernement, les employeurs ainsi que les organisations syndicales des travailleurs pour discuter les questions liées au monde du travail. Mais, généralement, les restitutions vont plutôt dans la pacification des relations professionnelles, du renforcement du dialogue social et de la paix sociale au niveau des entreprises.

Avec rhmag.ci

Développement agricole

Recrutement à la tête du ProMIFA

Au Togo, le Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA), renouvelle une partie de l'équipe au sein de son unité de gestion.

C'est ce que révèle un appel à candidatures lancé par le gouvernement, à travers le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, qui veut recruter à 8 postes, dans le cadre de cette future unité de gestion. « Le gouvernement togolais, à travers le ministère de l'agriculture, et l'élevage et du développement rural, entend utiliser une partie de ce fonds pour le paiement des contrats du personnel composant l'unité de gestion dudit projet, et sollicite à cet effet, des médiateurs pour leur recrutement. », indique l'appel à candidatures, lancé cette semaine. « Les candidatures féminines tout comme celles des jeunes sont vivement souhaitées. », rajoute-t-on. Les postes à pourvoir sont ceux de coordi-



nateur du projet, responsable administratif et financier, spécialiste en finance rurale, responsable en passation des marchés, comptable, responsable genre inclusion sociale et nutrition, responsable suivi-évaluation et spécialiste en développement des chaînes de valeur. Lancé le 03 février 2020, le ProMIFA a pour objectif de faciliter

l'accès durable à des services financiers adaptés aux petits exploitants et aux micro, petites et moyennes entreprises agricoles, afin qu'ils puissent développer leurs activités et accéder aux marchés. Le mécanisme est soutenu par le Fonds International pour le Développement agricole (FIDA).

Avec Togo First



Grève à Togocom

Le gouvernement réquisitionne une partie du personnel

Au Togo, des agents du Groupe Togocom observent une cessation de travail de 48 heures à partir du mercredi 30 novembre 2022, le gouvernement a décidé de réquisitionner une partie du personnel, tenant compte du contexte et en vue de garantir la continuité du service public. Les précisions dans ce communiqué.



Communiqué

Par correspondance en date du 14 novembre 2022, les organisations syndicales des travailleurs du Groupe TOGOCOM ont notifié à la direction générale de l'entreprise, un préavis de grève, évoquant des préoccupations et revendications tenant, entre autres à la finalisation et à la signature de la convention collective de TOGOCOM, l'harmonisation des salaires et leur revalorisation ainsi que celles des primes, indemnités et autres avantages sociaux.

Face à cette situation, le Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social a initié le 23 novembre 2022 une rencontre avec les organisations syndicales des travailleurs de TOGOCOM afin d'échanger sur les revendications des travailleurs, puis une autre rencontre et des discussions le 25 novembre 2022 avec la Direction Générale du Groupe.

En vue de rechercher des solutions idoines aux revendications des travailleurs, favoriser le parachèvement des négociations sur la convention collective et préserver un climat de travail apaisé au sein de l'entreprise, une nouvelle rencontre s'est déroulée le mardi, 29 novembre 2022 avec les deux parties.

Au cours de cette rencontre, les responsables syndicaux ont une fois encore, exposé les principaux points de leurs revendications, qui portent principalement sur l'harmonisation de la valeur indiciaire et son amélioration, l'augmentation des indemnités, primes et avantages sociaux et l'octroi de mesures incitatives en faveur des travailleurs issus de TOGOCELLULAIRE.

A l'issue des discussions et échanges de ce mardi, 29 novembre 2022, la Direction Générale du Groupe TOGOCOM a fait preuve d'ouverture et accédé favorablement à certaines revendications des travailleurs, en s'engageant, dans le cadre de la finalisation de la convention collective, à accorder les mesures ci-après :

- a) l'amélioration de la grille/de la valeur indiciaire des agents du Groupe précédemment issus de TOGOTELECOM, afin de réduire significativement l'écart entre les deux valeurs indiciaires et par voie de conséquence, les anciennes grilles de rémunération de TOGOCELLULAIRE et TOGOTELECOM ;
- b) l'harmonisation des indemnités, primes et avantages sociaux entre TOGOTELECOM et TOGOCELLULAIRE sur les montant les plus élevés, indépendamment de leurs anciens statuts respectifs ;
- c) une mesure incitative, sous la forme d'une indemnité d'un montant appréciable, en faveur des travailleurs issus de TOGOCELLULAIRE.

Au regard de ces avancées, le Ministre chargé du travail et du dialogue social a vivement exhorté les représentants des travailleurs à suspendre le préavis de grève, et à contribuer ainsi à la préservation d'un climat de sérénité nécessaire en vue de parvenir, dans les plus brefs délais, à la signature d'un procès-verbal consacrant les points de compromis ainsi qu'à la conclusion de la convention collective du Groupe.

Malgré les engagements de la Direction Générale du Groupe TOGOCOM et la disponibilité des autorités gouvernementales à poursuivre leur accompagnement en vue de conclure les discussions en cours entre les parties, le préavis de grève a été maintenu.

Dans ces conditions, et en raison du contexte sécuritaire actuel dans la sous-région et dans notre pays, en particulier l'importance du secteur des télécommunications, qui fournit des services à caractère essentiel, le ministre de la fonction publique, du travail, du dialogue social et de l'économie numérique et de la transformation digitale décident la réquisition des travailleurs du Groupe TOGOCOM, jugés essentiels pour la continuité du service. Ces derniers, qui ont déjà été informés par mail Outlook et par SMS et dont la liste est affichée au sein de l'entreprise, sont donc tenus d'être présents à leurs postes de travail et de s'acquitter des activités qui leur incombent, ce pour les dates du 30 novembre et 1er décembre 2022, conformément aux dispositions du code du travail et du Décret N° 2022-022/PR du 23 février 2022 relatif à l'exercice du droit de grève.

Les deux ministres exhortent les responsables syndicaux et les travailleurs du Groupe TOGOCOM au sens de la retenue et des responsabilités et appellent instamment l'attention des travailleurs visés par la réquisition au respect des obligations qui leur incombent.

Fait à Lomé, le 29 novembre 2022

Cina LAWSON

Ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale

Gilbert B. BAWARA

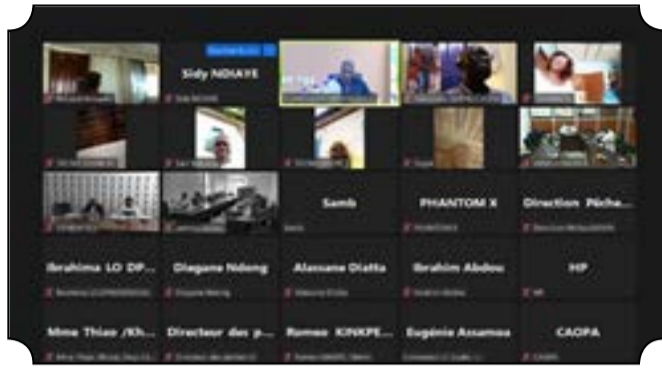
Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social

UEMOA

Les acteurs de la pêche artisanale en concertation virtuelle

L'ouverture de la rencontre a été présidée ce mardi 29 novembre 2022 par Moussa DOUMBIA, Directeur des Ressources Animales et Halieutiques au Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement.

L'objectif de cette réunion est de stimuler la concertation entre les acteurs des filières halieutiques de la pêche artisanale en vue d'un meilleur pilotage à travers la capitalisation et le partage d'expériences. Au cours de la rencontre, les participants feront l'état des lieux des organisations professionnelles et interprofessionnelles de la pêche, des cadres de concertation existants ainsi que leur contribution aux mesures et décisions prises dans le cadre du pilotage des filières halieutiques. La rencontre permettra également d'identifier les contraintes auxquelles les filières halieutiques de la pêche artisanale sont confrontées et les besoins en



matière d'accompagnement pour améliorer le dialogue et le pilotage de ces filières. Les représentants des Directions en charge de la pêche des Etats membres, les représentants des filières de la pêche artisanale, les représentants de la Confédération Africaine des Organisations Professionnelles de la Pêche Artisanale (CAOPA) ainsi que des

Cadres de la Commission de l'UEMOA, participent aux travaux. En rappel, l'approche par filière a été retenue comme cadre d'intervention de la Commission de l'UEMOA dans la mise en œuvre de la Politique Agricole de l'Union (PAU) et plus spécifiquement dans le secteur de la pêche. L'enjeu de cette approche est d'organiser tant au niveau national que régional des concertations entre les différents acteurs de chaque filière pour leur participation active au processus décisionnel lié à la gouvernance des secteurs agricoles.

La rencontre prend fin le jeudi 1er décembre 2022.



Rwanda

HomeBiogas valorisera les déchets agricoles en biogaz

Au Rwanda, l'entreprise israélienne HomeBiogas remporte le contrat pour la fourniture de biodigesteurs dans la province Est. Les systèmes fournis aux agriculteurs serviront à la production du biogaz et de biofertilisant à partir des déchets agricoles.



HomeBiogas obtient une commande de biodigesteurs au Rwanda. L'entreprise basée à Beit Yanai, en Israël a signé un acte d'engagement avec l'Organisation des Nations unies (ONU) à l'initiative du projet, en marge de la 27e Conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP27) qui vient de s'achever à Charm el-Cheikh en Égypte. Dans le cadre de son contrat, HomeBiogas fournira ses solutions aux agriculteurs. Les dispositifs serviront notamment à produire du biogaz à partir des déchets organiques. Le biogaz sera utilisé pour la cuisson dans les ménages réduisant la déforestation par la coupe du bois. Mais surtout, ces biodigesteurs «réduiront de manière significative

les émissions de méthane et entraîneront la réduction de plus de six tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) par an pour chaque dispositif», indique HomeBiogas.

La production de fertilisants agricole

Le digestat issu de la fermentation des déchets agricoles est utilisé comme fertilisant polyvalent qui viendra compléter les engrais chimiques dans l'optique de stimuler le sol, renforcer la plante et permettre aux agriculteurs de réaliser des économies sur les fertilisants et autres produits phytosanitaires. Afin de jouer ce double rôle, les biodigesteurs HomeBiogas ont été équipés de bactéries méthanogènes, similaires à celles

présentes dans l'estomac des vaches, qui décomposent les déchets organiques, créant ainsi un gaz propre et un bio-engrais. «Nous sommes reconnaissants que l'ONU ait sélectionné notre technologie au terme d'un appel d'offres pour la troisième fois cette année», se réjouit le fondateur et PDG de HomeBiogas, Oshik Efrati. Les deux derniers contrats obtenus par la société israélienne ont permis la fourniture de biodigesteurs dans des camps de réfugiés au Malawi et au Zimbabwe. Et selon l'ONU, l'avantage de la solution de HomeBiogas au-delà d'une livraison sécurisée est l'installation facile et son caractère durable.

Avec afrik21

Nigeria / Abuja

Réduction de 90 % des frais de droits de passage des infrastructures télécoms

Le gouvernement fédéral vise une pénétration du haut débit de 70 % au Nigeria à l'horizon 2025. A cet effet, Abuja multiplie les actions pour inciter davantage d'investissements dans le secteur.

Les opérateurs de télécommunications vont désormais payer 14,50 nairas (0,033 USD) par mètre comme frais de droit de passage pour déployer des infrastructures à large bande sur le Territoire de la capitale fédérale du Nigeria. Le nouveau tarif qui entrera en vigueur à partir du jeudi 1er décembre représente une réduction de 90 % par rapport aux 145 nairas (0,33 USD) payés jusque-là. Il sera valable pour les deux prochaines années. En 2017, le gouvernement fédéral a conclu un accord avec tous les gouverneurs des 36 États du Nigeria pour harmoniser les frais de droit de passage pour les entreprises télécoms dans le pays. Jusque-là, ces frais étaient définis par les États et variaient entre 4 000 nairas et 8 000 nairas par mètre. C'est après l'har-



monisation que le tarif est passé à 145 nairas. La nouvelle révision du tarif du droit de passage s'inscrit dans le cadre des actions engagées par le gouvernement nigérian pour accélérer la pénétration du haut débit dans le pays, dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique. Abuja s'est fixé pour objectif de connecter 70 % de la population au haut débit d'ici 2025. Cependant, les dernières statistiques de la Nigerian Com-

munications Commission (NCC) n'affichent qu'une pénétration du haut débit de 45 %. La réduction des frais de droit de passage devrait accélérer les investissements dans les infrastructures de télécommunications à haut débit au Nigeria. Cela devrait non seulement permettre d'améliorer la disponibilité et la qualité des services télécoms, mais également d'en réduire les coûts.

Avec Agence Ecofin

Sénégal

Lagazel se dote d'une ligne de fabrication de kits solaires à Thiès

L'entreprise française Lagazel inaugure sa troisième unité de fabrication de kits solaires à Thiès au Sénégal. Ces équipements fabriqués localement permettent l'électrification et l'utilisation productive de l'énergie solaire photovoltaïque dans les zones rurales en Afrique.

Lagazel poursuit son expansion en Afrique de l'Ouest. L'entreprise basée à Saint-Galmier en France vient de se doter d'un nouvel atelier de fabrication de kits solaires au Sénégal. L'unité inaugurée récemment est située dans la ville de Thiès. Sur place, Lagazel est capable de sortir 5000 produits par mois, grâce à une équipe composée de sept techniciens et de deux superviseurs. L'entreprise fondée en 2015 fabrique des lampes solaires pour l'éclairage et la recharge de téléphones portables, des kits solaires pour l'électrification d'un ménage ou d'un petit commerce, des bornes solaires pour le balisage extérieur et des solutions de charge collective pour des projets communautaires. À cela s'ajoute désormais la station USB Boumba, mis au point récemment et qui permet la recharge simultanée de 16 téléphones ou tablettes grâce à l'énergie solaire photovoltaïque.

L'enjeu de la fabrication locale des kits solaires

Selon l'entreprise fondée

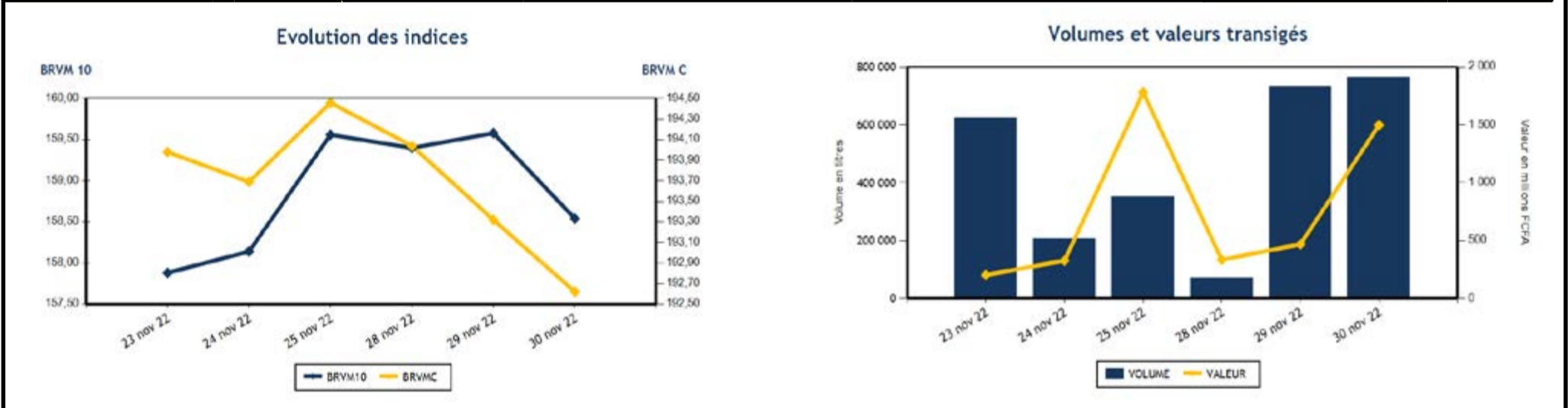


par Arnaud Chabanne, l'atelier de Thiès a déjà fabriqué une centaine de stations de charge collective et plus de 2 000 lampes solaires. «Nous espérons bénéficier du soutien des institutions et acteurs sénégalais pour déployer ces solutions fabriquées localement sur toute l'étendue du territoire national. Si les conditions sont favorables, le Sénégal pourrait même devenir un hub de production pour approvisionner les pays voisins comme la Mauritanie, la Gambie et la Guinée-Bissau», explique Arnaud Chabanne. La jeune entreprise a également ouvert des ateliers de fabrication de ces kits d'accès à l'électricité au Burkina Faso et au Bénin. Et depuis son arrivée sur le marché ouest-africain, Lagazel a déjà diffusé 100 000 kits solaires dans une quinzaine de pays en Afrique. Les stations collectives fabriquées au Sénégal sont installées dans les

écoles, par l'intermédiaire d'acteurs de terrain, notamment des organisations non gouvernementales (ONG). En s'installant au Sénégal, Lagazel accompagne la politique d'électrification du gouvernement sénégalais, qui a conduit depuis 2020 à l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les équipements de production d'énergie solaire et autres kits de cuisson propre. Et en fabriquant localement ses équipements, la jeune pousse agit à contre-courant d'autres fournisseurs d'accès à l'électricité qui importent leurs équipements d'Asie pour électrifier les zones rurales via le système de paiement à l'usage. La fabrication locale crée de la valeur ajoutée dans la chaîne de valeur des produits solaires à travers la formation et l'emploi des jeunes.

Avec afrik21

BRVM 10	158,54	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 229 mercredi 30 novembre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	192,62
Variation Jour	↓ -0,65 %		Variation Jour	↓ -0,36 %
Variation annuelle	↑ 3,28 %		Variation annuelle	↓ -4,78 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 797 839 504 880	-0,36 %
Volume échangé (Actions & Droits)	660 729	-8,33 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	449 618 153	24,09 %
Nombre de titres transigés	40	2,56 %
Nombre de titres en hausse	10	25,00 %
Nombre de titres en baisse	18	-14,29 %
Nombre de titres inchangés	12	20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 710 632 138 847	0,04 %
Volume échangé	104 804	703,22 %
Valeur transigée (FCFA)	1 047 590 903	898,75 %
Nombre de titres transigés	6	0,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 195	7,07 %	4,52 %
NESTLE CI (NTLC)	7 095	4,80 %	54,07 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 700	2,78 %	-36,81 %
BOLLORE (SDSC)	1 250	2,46 %	-51,36 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 780	1,70 %	-0,10 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 070	-7,36 %	5,42 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	970	-7,18 %	1,04 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 475	-5,45 %	-15,71 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 940	-5,16 %	-29,83 %
UNIWAX CI (UNXC)	905	-4,74 %	-54,75 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	95,35	1,00 %	-13,40 %	9 819	21 168 175	25,26
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	457,34	-0,61 %	1,89 %	14 883	156 313 445	8,38
BRVM - FINANCES	15	71,81	-0,77 %	-6,90 %	608 121	92 130 033	6,78
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	2,39 %	-50,64 %	626	782 400	4,88
BRVM - AGRICULTURE	5	282,36	-1,37 %	16,05 %	22 856	171 008 085	5,59
BRVM - DISTRIBUTION	7	369,33	1,45 %	-9,35 %	3 502	7 298 620	26,94
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 233,88	0,50 %	36,99 %	922	917 395	12,01
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,53	
Taux de rendement moyen du marché	7,84	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,86	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 005 156,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 936 204 776,06	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	17,95	
Ratio moyen de satisfaction	54,77	
Ratio moyen de tendance	305,05	
Ratio moyen de couverture	32,78	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	7,38	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Anniversaire

Le SMS fête ses 30 ans et compte bien survivre

Le premier message de l'histoire, «Merry Christmas», a été transmis le 3 décembre 1992.

«JoyE annivRsR :-):» face à l'essor des réseaux sociaux et messageries en ligne comme WhatsApp, Messenger ou Telegram, le SMS (short message service) fait figure d'espèce numérique en déclin, trente ans après son apparition, sans pour autant disparaître de nos téléphones mobiles. Signe de sa dimension «collector», le premier SMS de l'histoire, transmis par l'opérateur Vodafone, le 3 décembre 1992, a été mis aux enchères en décembre 2021 par la maison Aguttes en France... sous forme de NFT, ces biens numériques uniques et certifiés qui bouleversent les usages d'Internet. Reçu à l'époque par Richard Jarvis, collaborateur de Vodafone, la transmission depuis un ordinateur de ce SMS composé de quinze caractères pour dire «Merry Christmas» a révolutionné les modes de communication par sa simplicité d'utilisation. «C'est une technologie d'origine européenne», rappelle à l'AFP Marc-Antoine Dupuis, fils de l'ingénieur français Philippe Dupuis, considéré comme le coinventeur de la norme GSM, le réseau mobile 2G qui a permis l'essor du SMS à la fin des années 1990.

Hyper-populaires au début des années 2000

Limités à 160 caractères, forçant ses utilisateurs à développer un langage à l'orthographe parfois cryptique à l'image des smileys construits à l'aide des différentes ponctuations, les SMS s'échangent aujourd'hui en illimité et enrichis de photos, vidéos et autres contenus multimédias (MMS). Mais à l'époque, en France, «un SMS coûtait 1 franc», relève Jean-Michel Huet, spécia-



liste des télécoms au sein du cabinet BearingPoint. «C'est comme si chaque tweet aujourd'hui coûtait 15 centimes d'euros.» S'ils étaient hyper-populaires jusqu'au début des années 2010, notamment pour souhaiter ses meilleurs vœux le soir du Nouvel An, l'usage des SMS de personne à personne ne cesse de décliner. Rien qu'au Royaume-Uni, le chiffre a été divisé par quatre en dix ans, passant sous la barre des 10 milliards au premier semestre 2022, selon l'Ofcom, le régulateur britannique des télécoms.

Essor des messageries en ligne

Principal cause, l'essor des réseaux sociaux et surtout des messageries en ligne comme WhatsApp, Messenger, iMessage, Viber ou Telegram, qui évitent le «roaming» (frais d'itinérance à l'étranger) en transitant par Internet. En Asie, ce sont les messageries WeChat (Chine), Line (Japon) et KakaoTalk (Corée du Sud) qui remportent aussi les suffrages, avec des innovations qui ont séduit les jeunes générations, comme la possibilité de créer des groupes de conversation ou encore la confirmation de lecture du message. Exemple: sur la tranche d'âge 16-24 ans, l'usage des messageries en ligne sont en hausse de 53,73% sur un an, tandis

que l'usage des SMS chute de 29%, selon une étude de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques parue en 2021.

SMS pas vaincu

Le SMS ne s'avoue pas pour autant vaincu dans certaines régions du monde, comme au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique. En 2021, près de 10 milliards de SMS y ont été envoyés, soit 15% de plus que l'année précédente, selon un rapport de la Commission nigérienne des communications. Si l'immense majorité des Nigériens disposent d'un téléphone portable, seulement 44% d'entre eux avaient un accès à Internet en 2021. Et le coût d'un SMS, 4 nairas (0,008 euro) comparé à celui d'une connexion à Internet (environ 1 euro pour 2 GB), reste toujours compétitif dans ce pays où près d'un habitant sur deux vit avec moins de 2 dollars par jour. Pour ses défenseurs, le SMS reste aussi indispensable comme «outil de vérification d'identité et de sécurité», de l'accès à son compte en banque en ligne à la confirmation de réception d'un colis, en passant encore par la lecture d'un test Covid. «Le SMS est l'un des deux canaux obligatoires possibles pour prévenir la population» face aux dangers naturels, industriels, sanitaires ou terroristes, souligne Marc-Antoine Dupuis, à l'image en France du service FR-Alert.

(AFP)

Électricité

Les installations photovoltaïques battent tous les records

Alors que ces installations avaient déjà connu des chiffres record en 2021 en termes de puissance, ceux-ci devraient être dépassés de 50% cette année. Berne est ravie.

C'est un boom sans précédent que vit le secteur de l'énergie solaire. L'an dernier, les nouvelles installations photovoltaïques, qui représentaient une puissance de 700 MW, enregistraient déjà un record. Un record qui devrait être largement battu cette année. En effet, ce développement pourrait être dépassé de 40 à 50%, annonce l'Office fédé-

ral de l'énergie (OFEN) jeudi dans un communiqué. De janvier à fin octobre 2022, quelque 24'000 installations photovoltaïques d'une puissance totale avoisinant les 540 MW ont déjà été annoncées. Cela représente déjà une hausse de 50% par rapport à la même période de l'année 2021. Rien qu'en septembre, 2650 annonces ont été enregistrées. Et cette

progression n'est de loin pas terminée. La Confédération va mettre 600 millions de francs pour encourager le développement de ces installations en 2023. «Des moyens suffisants seront également réservés pour les années à venir afin qu'il n'y ait pas de liste d'attente», précise l'OFEN.

(cht)

L'éco en bref

Le taux d'inflation de la zone euro en recul de 10%

Le taux d'inflation annuel de la zone euro a reculé à 10% en novembre, contre 10,6% en octobre, soit la première baisse depuis juin 2021, a annoncé mercredi, Eurostat. Tirée par l'énergie et l'alimentation, l'inflation avait atteint chaque mois un plus haut niveau historique depuis novembre 2021. La situation s'était aggravée depuis le printemps avec les perturbations des marchés liées à la guerre en Ukraine.



Le taux de chômage en légère hausse en Allemagne

Le taux de chômage en Allemagne a légèrement augmenté en novembre, en raison de l'inflation galopante et de l'arrivée massive de réfugiés ukrainiens sur le marché du travail, a indiqué mercredi l'Agence allemande pour l'emploi, dans un communiqué. L'indicateur affiche 5,6% en données corrigées des variables saisonnières (CVS), 0,1 point au-dessus de son niveau en octobre, a-t-elle détaillé. Le nombre de chômeurs a augmenté de 17'000 sur un mois, toujours en données CVS. En données brutes, le nombre de chômeurs baisse de 8000 sur un mois, pour atteindre 2,43 millions, selon l'organisme.

Airbus et Renault s'allient pour développer de nouvelles batteries

Airbus et Renault vont collaborer pour développer ensemble une nouvelle technologie de batterie permettant d'allonger l'autonomie des voitures et d'aider à l'électrification des avions, ont-ils annoncé mercredi. Cet «accord de recherche et développement» entre l'avionneur européen et le groupe automobile français vise notamment à «étudier les meilleures options pour doubler la densité énergétique des batteries, à l'horizon 2030, en passant de cellules actuelles chimiques (lithium-ion avancé) à des conceptions entièrement solides», expliquent les deux groupes, dans un communiqué commun. La densité énergétique des batteries actuelles limite l'autonomie des batteries électriques des véhicules et sont insuffisantes pour constituer une source viable d'énergie pour les avions, et le poids des batteries nécessaires pour propulser un avion commercial, excéderait à lui seul la masse maximale de l'appareil au décollage.



Le PIB de l'Italie a progressé de 0,5%

L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) progresser de 0,5% au troisième trimestre par rapport au précédent, malgré un contexte économique assombri par l'envolée des prix, a confirmé une deuxième estimation publiée mercredi, par l'Institut national des statistiques (Istat). La croissance ralentit cependant par rapport au deuxième trimestre, qui avait connu une hausse du PIB de 1,1%, mais est supérieure à la moyenne de la zone euro (0,2%).

En France, l'inflation progresse et la consommation baisse. La consommation des ménages en France «se replie nettement en octobre», enregistrant une chute de 2,8% sur un mois, soit son plus fort recul depuis le mois d'avril 2021 marqué par un confinement sanitaire, a rapporté mardi, l'Insee. Cette baisse s'explique «par la forte diminution de la consommation d'énergie» qui a baissé de 7,9% en raison de «conditions météorologiques particulièrement clémentes», mais provient aussi d'un recul de 1,7% des achats de biens fabriqués et de la consommation alimentaire, qui fléchit de 1,4%, explique l'Institut national de la statistique. Les prix à la consommation ont progressé de 6,2% en France entre novembre 2021 et novembre 2022, selon une première estimation publiée mercredi par l'Insee. Le taux d'inflation avait déjà atteint le même niveau sur un an en octobre. En novembre, la hausse des prix de l'alimentation s'est accélérée par rapport au mois précédent (+12,2% sur un an contre 12% en octobre) tandis que les prix de l'énergie ont ralenti leur progression (18,5% contre 19,1%).

Sélection AFP & REUTERS

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier La chance pourra enfin être au rendez-vous et gonfler votre escarcelle. Alors, pour une fois, jouez sans complexes les têtes brûlées pour doper votre moral. Offrez-vous cet objet que vous convoitez depuis si longtemps. Faites le voyage dont vous avez toujours rêvé. Mais, quoi que vous fassiez, ménagez-vous quand même une position de repli en cas de problème.

Taureau Sous l'influence d'Uranus, certains de vos projets financiers pourront être remis en question. Pour la plupart d'entre vous, il s'agira simplement de modifications mineures à apporter à un projet concernant un achat, un placement ou un investissement. Mais quelques natifs du signe pourront être dans l'obligation de tout revoir au dernier moment, alors qu'ils pensaient avoir enfin bouclé une opération financière importante. A vous de mesurer les risques.

Gémeaux Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensière.

Cancer Veillez à ne pas effectuer de transactions financières d'envergure aujourd'hui. Cet aspect de Saturne vous empêchera d'avoir les idées claires et risque de vous faire commettre de graves erreurs d'appréciation.

Lion Vous serez le chouchou de dame Chance sur le plan matériel. Vous verrez vos revenus augmenter, peut-être par le biais d'une prime ou d'un héritage. Vous ferez de bons achats, surtout s'il s'agit d'articles de luxe ou de collection. Vous serez aussi favorisé dans les jeux de hasard ; consultez votre nombre de chance.

Vierge Le moment serait bien choisi pour essayer de modifier votre comportement vis-à-vis de l'argent. Trop souvent, vous souffrez d'impécuniosité, non parce que vous ne gagnez pas assez, mais parce que vous dépensez mal. Le plus important sera d'arriver à maîtriser vos envies déraisonnables : vous achetez souvent pour le plaisir d'acheter plutôt que pour celui de posséder et encore moins de jouir de vos acquisitions.

Balance Le climat astral ne vous rendra pas très sage en matière de finances. Vous serez enclin à dépenser beaucoup, et souvent pour des choses d'une utilité douteuse. Soyez prudent avant d'engager de grosses sommes dans des achats à première vue raisonnables. "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur).

Scorpion Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre habileté et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus rentable que d'habitude. Les finances seront plus solides, et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices.

Sagittaire Ne prenez pas d'engagement qui implique vos ressources pécuniaires et que vous n'êtes pas absolument sûr de pouvoir tenir. Aussi, soyez très prudent si l'on vous demande de vous porter caution pour un tiers, même si ce tiers est une personne très proche de vous : "cautionner est d'abord une générosité, puis un regret, enfin une obligation de payer" (proverbe arabe).

Capricorne Profitez bien de cette journée pour vous attaquer à vos problèmes d'argent. Avec cet aspect de Saturne, vous gérerez vos finances avec efficacité et vous viendrez à bout des difficultés.

Verseau Cette fois, vous n'aurez rien d'une cigale imprévoyante. Mettre le maximum de chances de votre côté pour vous assurer un avenir à l'abri du besoin, et une retraite prospère, telle sera votre préoccupation majeure. Vous aurez la possibilité d'effectuer des placements habiles, qui se révéleront profitables à long terme.

Poissons Votre chemin sera semé d'embûches. Faites donc attention ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier. Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement voilà, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de plonger.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/13/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS (SERVICES DE CONSULTANTS)

PROJET D'APPUI AU VOLET SOCIAL DU PROGRAMME CIZO D'ELECTRIFICATION RURALE DU TOGO (PRAVOST)

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PRAVOST

AMI N° 013/AT2ER/PRMP/2022

N° d'identification du Projet : P-TG-FA0-012

Référence de l'accord de financement : 5580155000651

www.discussion.com

Le Gouvernement Togolais a reçu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Volet Social du programme CiZo d'électrification rurale au Togo (PRAVOST), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat d'un consultant chargé de l'évaluation à mi-parcours du PRAVOST.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- **Collecte des données**
 - o Réunion de recadrage méthodologique avec l'équipe de l'UGP/PRAVOST puis avec le comité d'évaluation ;
 - o Consultation avec les partenaires (publics et privés) du PRAVOST et l'administration locale ;
 - o Visites de terrain pour constater les réalisations, les succès et les contraintes ;
 - o Entretiens avec les bénéficiaires.
- **Analyse des données collectées**
 - o Evaluation des performances du projet et des partenaires ;
 - o Analyse de leurs contraintes, des relations avec l'UGP/PRAVOST et recommandations ;
 - o Formulation pour chaque composante, des

recommandations : objectifs, stratégies, activités, ressources matérielles et financières, intervenants et calendrier.

L'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER) invite les Consultants (Cabinets) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par la Banque Africaine de Développement, édition octobre 2015, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Projet de l'inclure sur la liste restreinte.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mention-

née ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes :

**Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER)
A l'attention de la Personne Responsable des Marchés Publics**

503 rue de la Binah, Tokoin Gbonvié, non loin de la clinique ATBEF

14 B.P : 128 Lomé – TOGO, Tél. : (+228) 22 21 21 44

pravost.cizo@gmail.com avec copie à

passationmarcheat2er@gmail.com

Matin : de 8 H 00 à 12 H

Après-midi : de 15 H à 17 H

Les expressions d'intérêt doivent être déposées par voie physique ou électronique à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **09 Décembre 2022 à 10 h 00 minutes GMT** et porter expressément la mention : « **Recrutement d'un Consultant chargé de l'évaluation à mi-parcours du PRAVOST** ».

Pour La Personne responsable des Marchés Publics et P.O., la Présidente de la Commission de Passation des Marchés Publics

LOAGUI Dakonname



REPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE
EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP)

AMI N°1280/PPM-2022/MAEDR/Cab/SG/
PRMP/FSRP/SPM DU14/11/2022

AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS (SERVICES DE CONSULTANT – SELECTION DE CABINET)

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT
(CABINET) POUR LA MISE EN PLACE DE LA
BASE DE DONNEES NATIONALES SUR LES
CATASTROPHES AGRO CLIMATIQUES

CREDIT IDA 6996-TG / DON IDA 9220

REFERENCE : TG-FSRP TOGO-320868-CS-LCS

01. Le Gouvernement de la République Togolaise a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un financement pour la mise en œuvre du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-TOGO). L'objectif du projet est d'augmenter la préparation contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du programme du Togo.

02. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR) en charge de la mise en œuvre de ce projet, a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre des contrats relatif au **recrutement d'un consultant (cabinet) pour la mise en place de la base de données nationales sur les catastrophes agro climatiques**.

03. Les services du consultant comprennent :

- la conception d'une base de données sur les catastrophes en tenant compte des besoins spécifiques de chaque acteur ;
- la mise en place une base de données géographique et d'un GIS web sur les catastrophes (Carte et tableau dynamique) ;

- la formation des administrateurs et des utilisateurs de la base de données à sa gestion.

Le détail des Termes de Référence (TDRs) pour les prestations peut être obtenu à l'adresse indiquée ci-dessous.

04. La durée prévisionnelle pour la mise en place de la base de données est estimée à **quarante-cinq (45) jours ouvrés** répartis sur trois (03) mois y compris les périodes de validation des livrables. La période prévisionnelle d'assistance technique est de trois (03) mois.

05. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR), agissant pour le compte de la Coordination Opérationnelle Déléguée du projet FSRP-TOGO, invite les firmes (Bureau/Cabinets) de Consultants éligibles à manifester leurs intérêts à fournir les Services décrits ci-dessus.

06. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- être un cabinet exerçant dans divers métiers des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) ;
- avoir une expérience confirmée d'au moins dix (10) ans dans la mise en place des bases de données ;
- apporter la preuve d'exécution d'au moins cinq (05) missions de mise en place de bases de données d'envergure nationale dont au moins deux (02) missions sur les catastrophes et justifier d'au moins trois (03) missions de formation en rapport avec les bases de données.

Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape d'établissement de la liste restreinte.

07. Les consultants intéressés par la mission sont invités à porter leur attention sur les paragraphes sur la section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés de la Banque Mondiale pour les Emprunteurs sollicitant un Financement de Projets d'Investissement (FPI) de juillet 2016, révisé en novembre 2017, en août 2018 et en novembre 2020 des Services de Consultants qui décrit les politiques de la Banque Mondiale sur les conflits d'intérêt.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés.

08. Les consultants peuvent s'associer avec d'autres consultants sous forme de groupement de firmes ou d'un Accord de sous-traitance en vue d'un renforcement de leurs qualifications

www.discussion.com

09. Une liste des candidats présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie. Ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières.

10. Les informations complémentaires relatives à la mission peuvent être obtenues à l'adresse indiquée ci-dessous aux heures de service suivantes (ou en faisant une demande par e-mail : fsrptogo@gmail.com ou appeler le (+228) 70 44 30 38) : du lundi au vendredi de 09 h à 12 h et de 15 h à 16 h (heure GMT).

11. Les manifestations d'intérêt rédigées en **langue française**, doivent être fournies en trois (03) exemplaires dont un original et deux copies. L'original et les copies doivent être placés dans une enveloppe portant clairement la mention « **Recrutement d'un consultant (cabinet) pour la mise en place de la base de données nationales sur les catastrophes agro climatiques** », à **n'ouvrir qu'en séance d'ouverture des plis** ».

12. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou par courrier, à l'adresse ci-dessous, au plus tard le **08/12/2022 à 17 heures précises, heure GMT**.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MAEDR) SIS A L'AVENUE DE LA NOUVELLE PRESIDENCE (IMMEUBLE DES TROIS MINISTERES) ; SECRETARIAT DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS, PORTE N° 30 AU REZ-DE-CHAUSSEE ; TEL. : (+228) 22 50 23 67

Lomé le 14/11/2022

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural

Antoine Lekpa GBEBENI

Irrigation à l'énergie solaire

Bboxx EDF et OGEF vont électrifier 1,5 millions de personnes au Togo

Le 30 novembre 2022, Bboxx, super plateforme d'accès aux produits et services essentiels, et son partenaire EDF, leader mondial des énergies décarbonées, au Togo, ont obtenu un prêt de 11 M€ auprès du Fonds d'accès à l'énergie hors réseau (« OGEF »).) géré par Lion's Head Global Partners Asset Management (« LHGPAM »), leur permettant d'accélérer leur livraison d'électrification propre au Togo.



● Wilson LAWSON

Le prêt soutiendra l'expansion de Bboxx dans le pays pour continuer à distribuer des systèmes solaires domestiques aux clients du dernier kilomètre, avec l'objectif d'atteindre 1,5 million de personnes d'ici 2030. C'est l'objectif fixé par le gouvernement du Togo dans le cadre de sa stratégie nationale d'électrification pour atteindre l'objectif de développement durable d'une énergie abordable, fiable et durable pour tous d'ici 2030. Bboxx opère au Togo avec EDF depuis 2018 et cet accord marque la dernière réalisation de leur partenariat de longue date. En 2019, les clients de Bboxx EDF ont reçu la toute première subvention gouvernementale en Afrique pour les paiements d'énergie solaire, et à ce jour, le programme a eu un impact positif sur plus de 300 000 Togolais, offrant aux foyers, aux communautés et aux entreprises un accès à une énergie fiable et propre. Le prêt d'OGEF, un fonds d'investissement à impact durable visant à fournir des solutions de financement pour apporter un accès abordable à l'énergie aux communautés vivant hors réseau, démontre le rôle clé du secteur privé

dans l'élargissement de l'accès à l'énergie des ménages à faible revenu. Mansoor Hamayun, PDG et co-fondateur de Bboxx, a déclaré : « Cette facilité de financement nous aidera à élargir considérablement notre offre de produits avec EDF, à élargir notre réseau de distribution dans le pays et à nous placer sur la bonne voie pour fournir à 1,5 million de Togolais des produits propres de l'énergie d'ici 2030. Il est encourageant que le secteur privé commence à investir plus profondément dans les initiatives vertes, et nous sommes reconnaissants de la reconnaissance par l'OGEF des services et solutions critiques que nous fournissons. Cependant, si l'on regarde l'industrie au sens large, il reste encore beaucoup à faire pour débloquer un financement et une innovation durables. Des prêts comme ceux-ci sont essentiels pour nous afin de fournir des solutions propres conformes aux objectifs de développement durable des Nations Unies, transformant positivement des vies et libérant le potentiel en amenant beaucoup plus de personnes dans l'économie numérique. Valérie Levkov, Senior VP Africa & Middle-East d'EDF, a ajouté : « C'est une grande satisfaction de sécuriser ce prêt qui va nous aider à ac-

célérer notre développement et contribuer à renforcer notre position au Togo. Avec Bboxx, nous nous engageons à améliorer l'accès à l'électricité dans la région et à fournir des solutions énergétiques à faible émission de carbone. Cela fait totalement écho à la raison d'être d'EDF qui est de construire un avenir énergétique net zéro et de favoriser le bien-être et le développement économique. Alban Deheunynck, directeur exécutif de Lion's Head, a déclaré : « Nous sommes ravis de nous appuyer sur notre partenariat existant avec Bboxx suite à des investissements en RDC et au Rwanda, pour étendre les solutions de financement d'OGEF au Togo. Bboxx et EDF ont développé le premier fournisseur d'énergie hors réseau au Togo et ont joué un rôle essentiel dans la réalisation du plan d'électrification du gouvernement. Nous avons été impressionnés par l'étendue des opérations de Bboxx EDF couvrant les cinq régions du Togo, et son efficacité à servir quotidiennement des milliers de clients. L'investissement d'OGEF permettra à Bboxx EDF d'étendre ses opérations et de remplir sa mission de combler le déficit d'accès à l'énergie au Togo.

AFIS 2022

Le 2ème baromètre de l'industrie financière africaine présenté

Lomé, 28 nov. (ATOP) – Le baromètre de l'industrie financière africaine a été présenté le lundi 28 novembre à Lomé en marge des travaux de Africa financial industry summit (AFIS).

Le baromètre de l'industrie financière africaine, 2e du genre est une enquête panafricaine réalisée auprès des institutions financières du continent en collaboration avec AFIS. Ce rapport dresse l'état des lieux du secteur financier sur le continent eu égard à l'évolution des business models, du paysage réglementaire, des pressions inflationnistes, des risques émergents ainsi que des progrès en matière d'innovation numérique et de finance durable. Selon le présentateur, Adama Aristide Ouattara, ce baromètre véhicule trois messages importants. Le premier message porte sur la confiance ou l'idée de la vigilance. « Les dirigeants des banques dorment mais gardent les yeux ouverts sur un certains nombres de sujets », a-t-il dit. Le deuxième élément concerne « l'ambition ». Pour lui, les dirigeants des institutions financières, conscients d'un certain nombre de challenge, « rêvent mais avec les pieds sur terre ». Le dernier point porte sur l'engagement



à impacter sur le financement de l'économie. Sur les trois prochaines années, poursuit-il, les acteurs financiers anticipent des perspectives économiques positives. Il a relevé que 65% des dirigeants considèrent que l'attractivité de l'industrie financière africaine est en pleine croissance. D'après lui, l'un des éléments le plus confiant à noter est la formidable zone de libre-échange, un élément qui atteste cette attractivité croissante de l'industrie financière. Par ailleurs, M. Ouattara a fait cas des éléments de vigilance notamment l'inflation qui est au cœur de toutes les préoccupations. Il a fait savoir

que dans cette situation, les banques centrales sont en première ligne mais les institutions financières prennent un certain nombre de mesure en essayant d'équilibrer la rentabilité, les enjeux de solvabilité et la liquidité en renforçant la politique de financement et de souscription. Toutefois souligne-t-il, si l'inflation évolue, ils sont obligés de transférer cela sur la tarification de leurs produits, ce qui est moins bon pour l'économie. Ceci, s'explique selon lui par le manque de profondeur et de sophistication des instruments financiers existants.

ATOP/BA/AJA

Planification familiale

La togolaise Hayathe Ayéva élue au conseil d'administration de l'IPPF

Du 21 au 25 novembre 2022 s'est tenue dans le grand hôtel Hyatt de Bogota en Colombie l'Assemblée générale de la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF). L'AG est la plus haute instance décisionnelle de l'IPPF. C'est une réunion de gouvernance lors de laquelle la Fédération discute et vote des décisions de haut niveau concernant l'orientation et l'avenir de l'IPPF.

Une délégation de l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF), membre de l'IPPF, a pris une part active et décisive à cette rencontre. Conduite par la Présidente nationale de l'ATBEF Mme Ninko Tabiou-Sonhaye, la délégation togolaise comprenait également la Directrice exécutive Mme Noëlie Koevi-Koudam et la Présidente nationale de Mouvement d'action des jeunes (MAJ-

ATBEF) Mlle Hayathe Ayéva. En prélude à l'AG, s'est tenue le 21 novembre 2022 le Forum mondial de la jeunesse de l'IPPF. Le Forum auquel a pris part Mlle Ayéva est l'occasion pour les participants jeunes, âgés de moins de 25 ans, d'apporter leur contribution aux travaux, de faire des propositions de stratégie et du contenu à la charte de l'IPPF qui sera élaborée. L'objectif du Forum mondial de la jeunesse est d'assurer

la participation pleine et entière des jeunes à l'AG pour faire en sorte que les orientations stratégiques de l'IPPF reflètent leurs voix et aspirations. Au cours du Forum des jeunes, des recommandations ont été adoptées. Il s'agit entre autres de la stratégie de l'IPPF 2023-2028, la validation des rapports et la modification des éléments spécifiques du règlement de la Fédération.

Midas / Francine

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	Energie électrique	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	Coton, non cardé ni peigné	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	Voitures de tourisme et autres véhicules	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	2,7
Produits de beauté ou de maquillage	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	2,5
préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...		Fèves de soja, même concassées	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

LES RENCONTRES PAYS
RHmag

PAYS HÔTE
TOGO

THÈME

**DRH, LEADERSHIP
ET PERFORMANCE
DES ORGANISATIONS**

1^{ER} / 2^E
&
DÉCEMBRE 2022

**HÔTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ**

Contacts:

(228) 96048660 / 93053455
WhatsApp: (225) 0143958753



**Nelly Olivia
TIOKO**
DIRECTRICE
EXPERTISE LOCALE

SPONSORS



CMJN

CMJN